



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 74.134/VR
du 26 septembre 2023

sur

un avant-projet de loi 'portant
assentiment à l'accord de
coopération législatif du
14 juillet 2023 entre l'État
fédéral, la Communauté
flamande, la Communauté
française, la Communauté
germanophone, la
Commission communautaire
commune, la Région wallonne
et la Commission
communautaire française
concernant le traitement de
données relatives à
CoBRHA+'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 74.134/VR
van 26 september 2023

over

een voorontwerp van wet
'houdende instemming met het
wetgevend
samenwerkingsakkoord van
14 juli 2023 tussen de Federale
Staat, de Vlaamse
Gemeenschap, de Franse
Gemeenschap, de Duitstalige
Gemeenschap, de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie, het
Waalse Gewest en de Franse
Gemeenschapscommissie
betreffende de verwerking van
gegevens met betrekking tot
CoBRHA+'

Le 14 juillet 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit jusqu'au 31 août 2023 [†], et encore prorogé jusqu'au 15 septembre 2023 ^{*}, sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'accord de coopération législatif du 14 juillet 2023 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 26 septembre 2023. Les chambres réunies étaient composées de Martine BAGUET, président de chambre, président, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, président de chambre, Koen MUYLLE, Patrick RONVAUX, Toon MOONEN et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Jan VELAERS et Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseurs, et Annemie GOOSSENS et Béatrice DRAPIER, greffiers.

Le rapport a été rédigé par Tim CORTHAUT, premier auditeur, Jonas RIEMSLAGH et Anne-Stéphanie RENSON, auditeurs, et présenté par Jonas RIEMSLAGH et Anne-Stéphanie RENSON.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jeroen VAN NIEUWENHOVE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 septembre 2023.

*

[†] Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

^{*} Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 14 juli 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 31 augustus 2023,[†] en nogmaals verlengd tot 15 september 2023,^{*} een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet ‘houdende instemming met het wetgevend samenwerkingsakkoord van 14 juli 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot CoBRHA+’.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 26 september 2023. De verenigde kamers waren samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, voorzitter, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, kamervoorzitter, Koen MUYLLE, Patrick RONVAUX, Toon MOONEN en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Jan VELAERS en Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessoren, en Annemie GOOSSENS en Béatrice DRAPIER, griffiers.

Het verslag is opgesteld door Tim CORTHAUT, eerste auditeur, en Jonas RIEMSLAGH en Anne-Stéphanie RENSON, auditeurs, en uitgebracht door Jonas RIEMSLAGH en Anne-Stéphanie RENSON.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jeroen VAN NIEUWENHOVE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 september 2023.

*

[†] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

^{*} Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique ¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

2. L'avant-projet de loi, soumis pour avis, a pour objet de porter assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française 'concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+'. L'acronyme CoBHRA+ signifie « Common Base Register For Healthcare Actor » et concerne une banque de données commune qui, selon l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi, permet de répondre à trois questions concernant des acteurs de soins, « à savoir qui sont les acteurs, quel[le]s sont leurs activités et quels sont leurs rôles et responsabilités, notamment par rapport aux autres acteurs ».

L'article 1^{er} de l'accord de coopération contient les définitions. L'article 2 dispose que la plate-forme eHealth est chargée de l'hébergement de la banque de données. L'article 3 définit les finalités du traitement, l'article 4 les catégories de données à traiter et l'article 5 la durée maximale de traitement. L'article 6 désigne les responsables du traitement. L'article 7 régit le règlement des litiges par une juridiction de coopération. L'article 8 habilite la Conférence interministérielle Santé publique à surveiller la mise en œuvre et le respect de l'accord de coopération. L'article 9 règle la résiliation de l'accord de coopération par toutes les parties conjointement.

COMPÉTENCE

3. Pour la conclusion de cet accord, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française peuvent essentiellement s'appuyer sur leur compétence, ou sur la compétence exercée par elles ², en matière de politique de santé ³ et d'aide aux personnes ⁴.

¹ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité avec les normes supérieures.

² En exécution de l'article 138 de la Constitution, par le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014, le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 et le décret de la Région wallonne du 1 avril 2014 'relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française'.

³ Article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

⁴ Article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Pour sa part, l'autorité fédérale est également compétente pour la conclusion de cet accord de coopération, notamment sur le fondement de sa compétence résiduelle en matière de santé publique, de sa compétence réservée en matière d'assurance maladie-invalidité ⁵ et de sa compétence en matière de recherche scientifique ⁶.

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

La compatibilité avec les normes supérieures en matière de protection des données à caractère personnel

4. L'accord de coopération à l'examen envisage des traitements de données à caractère personnel qui constituent des ingérences dans le droit au respect de la vie privée des personnes concernées, garanti notamment par l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés.

Pour être admissible au regard des dispositions précitées, l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit être définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence. Toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée doit, en outre, reposer sur une justification raisonnable et être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur ⁷.

5. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution, en tant qu'il consacre le principe de légalité formelle en la matière, garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur. Par conséquent, les éléments essentiels des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la Cour constitutionnelle et la section de législation considèrent que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des « éléments essentiels » les éléments suivants : (1°) les catégories de données traitées, (2°) les catégories de personnes concernées, (3°) la finalité poursuivie par le

⁵ Article 5, § 1^{er}, I, alinéa 2, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980.

⁶ Article 6bis, §§ 2 et 3, de la loi spéciale du 8 août 1980.

⁷ Avis 63.192/2 donné le 19 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3126/001, pp. 402 à 456 ; avis 63.202/2 donné le 26 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 5 septembre 2018 'instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE', *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3185/001, pp. 120 à 145.

traitement, (4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées et (5°) le délai maximal de conservation des données ⁸.

6. Tout comme l'Autorité de protection des données, la section de législation avait déjà, à plusieurs reprises, insisté sur la nécessité d'encadrer légalement adéquatement le registre « CoBRHA » afin de satisfaire au principe de légalité découlant de l'article 22 de la Constitution ⁹.

Si tel est précisément l'objet de l'accord de coopération à l'examen, celui-ci appelle toutefois encore un certain nombre de critiques au regard du principe de légalité, exposées ci-dessous.

1. Quant aux finalités poursuivies

7.1. Dans son avis n° 40/2023 du 9 février 2023, l'Autorité de protection des données a fait remarquer, s'agissant de la finalité visée à l'article 3, 2°, de l'accord de coopération que :

« 26. En ce qui concerne 'soutenir les services de base de la plate-forme eHealth', l'Autorité prend acte des explications fournies. L'autorité estime qu'il est dès lors préférable d'établir et de préciser explicitement dans le projet d'AC le lien avec le besoin d'une identification dans le cadre des services de base en question ».

Le dispositif n'a toutefois pas été précisé en ce sens.

7.2. Telle que rédigée, la finalité visée à l'article 3, 4°, de l'accord de coopération est formulée en des termes très larges et n'apparaît pas suffisamment précise. La question se pose de savoir ce qu'on entend par « [une mise] à la disposition des usagers de soins et des acteurs de soins, en vue du soutien pour des finalités non commerciales, que ce soit directement ou indirectement ». Aucune précision ne figure non plus à cet égard dans le commentaire de l'article.

7.3. Ces deux finalités seront par conséquent précisées.

2. Quant aux catégories de données à caractère personnel traitées

8.1. L'article 4, alinéa 1^{er}, 1°, de l'accord de coopération contient une énumération exemplative (et non limitative) des données d'identification et des coordonnées des professionnels de soins de santé et des professionnels de soins, ainsi qu'en atteste l'adverbe « y compris ».

⁸ Avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', observation n° 101 (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119) ; C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2 ; C.C., 16 février 2023, n° 26/2023, B.74.1 ; C.C., 17 mai 2023, n° 75/2023, B.55.2.1.

⁹ Voir l'avis 72.963/2-3 donné le 17 mars 2023 sur un avant-projet devenu la loi du 11 juillet 2023 'portant des dispositions diverses en matière de santé', *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3346/001, pp. 375 à 455 et l'avis 70.421/2 donné le 29 novembre 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 janvier 2022 'concernant l'enregistrement et la répartition des officines ouvertes au public, et abrogeant les arrêtés royaux du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public et du 21 septembre 2004 relatif au transfert d'une officine ouverte au public vers un bâtiment d'un aéroport'.

Interrogés à cet égard, les délégués ont répondu ce qui suit :

« Le RGPD exige seulement que soient précisées les catégories de données traitées. Toute donnée supplémentaire est toujours définie par les administrations et institutions ou agences fédérées qui sont responsables de la source authentique de ces données et avec lesquelles CoBRHA se synchronise. Les données doivent être conformes à la mission et aux objectifs propres à ces organisations, où il est important que ces données deviennent également disponibles dans CoBRHA à la demande des organisations mentionnées et pour soutenir les services de base de la plateforme eHealth ou pour faciliter les échanges. Par exemple, dans le cadre du registre des pratiques (projet commun RIZIV-VVVL), l'adresse de correspondance (si différente de l'adresse connue au RN) et l'adresse d'exercice si employé dans un hôpital sont également demandées. Cela peut être inclus dans CoBRHA à la demande de l'organisation ».

Au regard des principes de limitation des finalités et de minimisation des données ¹⁰, il va toutefois de soi qu'il ne pourrait être déduit du caractère exemplatif des données listées la possibilité de traiter d'autres données d'identification qui ne seraient pas justifiées au regard des finalités poursuivies ¹¹. Il est dès lors conseillé de définir plus strictement la catégorie des « données d'identification et de contact », de sorte qu'une énumération exemplative ne soit pas nécessaire, ou d'énumérer de manière limitative les données d'identification des professionnels de soins de santé et des professionnels de soins pouvant être traitées dans l'accord de coopération à l'examen ou de déléguer à un accord de coopération d'exécution le soin de préciser celles-ci.

En tout état de cause, les auteurs de l'accord de coopération s'assureront que le traitement de l'ensemble des données d'identification mentionnées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o, est justifié ¹².

8.2. S'agissant des catégories de données visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'accord de coopération, l'Autorité de protection des données a fait remarquer ce qui suit dans son avis n° 40/2023 :

« 42. En ce qui concerne les (catégories de) données à caractère personnel énumérées à l'article 3, premier alinéa, 2^o du projet d'AC, l'Autorité a interrogé le demandeur sur les 'qualités', 'relations' et 'caractéristiques' (pertinentes), en l'absence d'une définition et d'une délimitation dans le projet d'AC. Le demandeur a donné les explications suivantes : *'Les 'qualités, relations et caractéristiques pertinentes' sont les qualités, relations et caractéristiques qui sont pertinentes pour atteindre les finalités de la banque de données CoBRHA+. Étant donné que celles-ci peuvent évoluer à travers le temps, il n'est pas souhaitable de les énumérer en détail dans une loi formelle. Celles-ci sont précisées dans un modèle de données et dans des délibérations du Comité de sécurité de l'information, qui sont tous deux publics. Des exemples sont fournis dans le commentaire général. Ce qu'il y a lieu d'entendre par là en détail dans la situation actuelle figure dans*

¹⁰ Article 5, paragraphe 1, b) et c), du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

¹¹ Ainsi que l'a souligné l'Autorité de protection des données dans son avis n° 40/2023, le traitement de données telles que « la nationalité » et le « lieu ou pays de naissance » n'est pas nécessaire au regard des finalités poursuivies (point 41 de l'avis). Pour ce motif, les auteurs de l'accord de coopération les ont omises du dispositif.

¹² La Vlaamse toezichtcommissie dans son avis n° 2022/116 du 13 décembre 2022 s'interroge sur la nécessité du traitement des données relatives au sexe des professionnels de soins de santé et des professionnels de soins.

le modèle de données joint en annexe.'

43. En ce qui concerne le 'modèle de données' ou [']datamodel' auquel les explications précitées renvoient, l'Autorité a déjà fait remarquer ce qui suit (voir le point 12 du présent avis) : *'un rapport en anglais de la plate-forme eHealth comportant un 'General data model' qui explique plusieurs concepts : tout d'abord, on ne sait pas toujours clairement quel concept anglais correspond à quel concept français du projet d'AC ; le rapport contient ensuite souvent des termes comme 'etc.' 'should still/also be defined', 'not exhaustive', ... et le rapport a (selon les informations disponibles en p. 1 du document) déjà connu une dizaine de versions successives/projets successifs et semble donc plutôt être un outil de travail technique qui évolue sans cesse. Il ne peut en tout cas nullement être considéré comme un élément de l'encadrement légal' de la banque de données CoBRHA+.'*

44. En ce qui concerne les délibérations du Comité de sécurité de l'information, auxquelles renvoient également les explications précitées, l'Autorité rappelle au demandeur l'arrêt n° 110/2022 de la Cour constitutionnelle¹³ dans lequel la compétence d'habilitation du Comité de sécurité de l'information était déclarée inconstitutionnelle en faisant référence au principe de légalité consacré à l'article 22 de la Constitution (voir aussi les points 7 et 8 du présent avis).

45. Dans le commentaire de l'article 3 du projet d'AC, il est mentionné que ces données proviennent *'de diverses banques de données qui sont gérées par les responsables du traitement mêmes, notamment :*

- *le fichier des professionnels de soins de santé en vue du remboursement par l'assurance maladie (INAMI) ;*
- *le cadastre des professions de santé tel que défini par la loi du 29 janvier 2003 portant création de la banque de données fédérale des professionnels de soins de santé (SPF Santé publique) ;*
- *des données relatives à l'agrément de différentes institutions publiques (hôpitaux, maisons de repos, soins à domicile, ...) communiquées par les entités fédérées ;*
- *des données relatives à l'enregistrement des officines et les pharmaciens titulaires (AFMPS).'*

46. Vu que le commentaire général du projet d'AC ne donne ici qu'une idée très partielle des fichiers sources d'où proviennent les données qui seront enregistrées dans CoBRHA+, sans préciser dans ce cadre de quelles données il s'agit au juste (le demandeur confirme en effet qu'il ne s'agit que d'une extraction/une partie des fichiers sources et en aucun cas d'une copie intégrale), l'Autorité a prié le demandeur de lui communiquer un

¹³ Note de bas de page n° 24 de l'avis cité : Cour constitutionnelle, arrêt n° 110/2022 du 22 septembre 2022 (en particulier les points B.35 à B.40) dont les points de vue en la matière sont résumés comme suit dans le communiqué de presse de la Cour constitutionnelle :

« La Cour rappelle que l'article 22 de la Constitution réserve au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale. Une habilitation à un autre pouvoir est cependant admissible, pour autant qu'elle soit définie de manière suffisamment précise et que le législateur ait lui-même fixé les éléments essentiels. La Cour relève que le Comité de sécurité de l'information est un organe qui est indépendant de l'Autorité de protection des données et qui a été créé par une loi du 5 septembre 2018. La Cour constate que les décisions du Comité de sécurité de l'information sont contraignantes, qu'elles font l'objet d'un faible contrôle de la part de l'Autorité de protection des données et d'un contrôle juridictionnel mais qu'elles ne sont pas soumises au contrôle parlementaire. Les personnes concernées sont donc privées de la garantie d'un contrôle par le Parlement, sans que cela soit imposé par le droit européen. Par ailleurs, l'habilitation critiquée porte sur des éléments essentiels, puisque les législateurs n'ont pas identifié les destinataires de la communication des données concernées. La Cour en conclut que l'habilitation critiquée est inconstitutionnelle. »

aperçu clair de :

- toutes les (catégories concrètes de) données à caractère personnel concrètes en indiquant
- les divers(es) registres/sources/fichiers respectifs (respectives) d'où sont extraites ces données,
- tenu(e)s par quel responsable du traitement distinct/respectif conformément à quelles dispositions réglementaires.

47. La réponse du demandeur a été la suivante : *'Il est impossible de définir ces éléments de manière exhaustive.'* L'Autorité fait remarquer ici qu'une description exhaustive des sources de données et l'énumération des données (à caractère personnel) qui en seront extraites qui sont nécessaires à la réalisation des finalités poursuivies avec la création de CoBRHA+ constituent pourtant une première étape indispensable en vue de l'alimentation et de la réalisation efficaces de cette banque de données consolidée. En outre, ces informations contribuent incontestablement et sont mêmes essentielles au caractère transparent et prévisible des traitements de données allant de pair avec la banque de données CoBRHA+ ¹⁴.

48. Vu ce qui précède, l'Autorité ne voit pas du tout clairement quelles (catégories concrètes de) données à caractère personnel concrètes (autres que de simples données d'identification et de contact) seront enregistrées et conservées dans la banque de données CoBRHA+. Le projet d'AC présente également des manquements pour cet élément essentiel du traitement au niveau de la légalité et de la prévisibilité (voir les points 7 et 8 du présent avis) ».

Le commentaire de l'article reproduit la même énumération – non exhaustive – des banques de données dont sont extraites les « qualifications », « relations » et « caractéristiques » pertinentes, en apportant à cet égard les précisions suivantes :

« Il est impossible de définir des énumérations exhaustives de ces catégories de données à caractère personnel (avec indication de leur source authentique d'extraction). L'objectif est que la banque de données CoBRHA+ puisse être utilisée de manière longitudinale pour la gestion de catégories de données pertinentes relatives aux acteurs de soins. Les modèles de soins évoluent continuellement en fonction des besoins sociaux et des connaissances scientifiques. C'est la raison pour laquelle un choix est fait d'utiliser des catégories répertoriées plutôt que des énumérations (exhaustives) qui risquent de devenir rapidement obsolètes.

Une qualification se définit comme un concept métier utilisé pour définir une capacité associée à un groupe-cible. Par exemple : une pharmacie et une maison de repos sont tous deux identifiés par un numéro INAMI, mais n'ont pas les mêmes accès en termes d'application. La qualification détermine les possibilités d'accès.

Une relation dans CoBRHA+ comprend, en outre, les informations suivantes:

- la dénomination de la relation;
- les entités visées;
- la signification de cette relation ; i.e. les rôles que jouent les différentes entités sur

¹⁴ Note de bas de page n° 25 de l'avis cité : Voir également l'avis n° 94/2022 du 13 mai 2022 sur le projet d'arrêté du gouvernement wallon portant exécution du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi (points 56 e.s.) et l'avis n° 108/2022 du 3 juin 2022 sur l'avant-projet de décret modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des allocations familiales (point 16).

base de cette relation;

(Par exemple comme cité ci-dessus, le fait de faire partie d'une pratique de groupe à laquelle appartient aussi le détenteur du DMG d'un patient).

Enfin, une caractéristique constitue un terme générique désignant tous les attributs d'une personne ou d'une institution présente dans CoBRHA permettant d'établir une règle d'accès (par exemple: date d'agrément d'une maison de repos, spécialisation d'un médecin, ...) ».

Force est toutefois de constater que les définitions des termes « qualifications », « relations » et « caractéristiques » figurant dans le commentaire de l'article ne permettent pas d'appréhender avec suffisamment de précision les catégories visées. En particulier, la notion de « relations » reste particulièrement vague. Le dispositif ou, à tout le moins, le commentaire de l'article sera par conséquent complété afin de permettre d'identifier avec davantage de précision les catégories de données à caractère personnel visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'accord de coopération.

Par ailleurs, si l'on peut comprendre l'objectif visant à permettre de tenir compte de l'évolution des besoins sociaux et des connaissances scientifiques, il n'empêche que, comme l'a souligné l'Autorité de protection des données, les auteurs de l'accord de coopération doivent à tout le moins être en mesure d'identifier avec précision, dans le commentaire de l'article, les banques de données actuellement existantes dont seront issues les données à caractère personnel visées en vue de l'alimentation de la banque de données CoBRHA+, ainsi que pour chacune d'elles, les catégories de données à caractère personnel extraites.

3. Quant aux catégories de personnes visées par le traitement de données à caractère personnel

9. S'agissant des catégories de personnes visées, l'article 1^{er} de l'accord de coopération définit les notions d'« acteurs de soins », de « professionnel de soins de santé », de « professionnel de soins », d'« usager de soins » et d'« organisation active dans le domaine de la santé ou des soins ».

Comme l'a souligné l'Autorité de protection des données dans son avis n° 40/2023 ¹⁵, il est conseillé de définir plus précisément la notion de « soins » ¹⁶, à tout le moins dans l'exposé des motifs. En effet, en mentionnant également les aidants proches dans la définition de « professionnel de soins », les soins dispensés par des personnes privées, non professionnelles, relèvent également du champ d'application de l'accord de coopération, qui se voit ainsi potentiellement attribuer un champ d'application étendu.

En outre, l'article 1^{er}, 4^o et 5^o, de l'accord de coopération fait référence aux « services ou soins visés sous les points 2^o et 3^o », mais ces deux points ne font pas mention de services ou de soins, mais uniquement de professionnels de soins de santé et de professionnels de

¹⁵ Voy. les points 11, 29 et 38 de l'avis.

¹⁶ Celle-ci étant plus large que la notion de « soins de santé », selon l'intention des auteurs de l'accord de coopération.

soins. Dès lors, on écrira plutôt « sont dispensés les soins de santé ou les soins par les personnes visées aux points 2° et 3° ».

4. Quant au délai de conservation

10.1. S'agissant de la durée maximale de traitement, ainsi que l'a à juste titre fait remarquer l'Autorité de protection des données dans son avis n° 40/2023, l'article 5, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération ne fait en réalité que paraphraser l'article 5, paragraphe 1, e), du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', qui prescrit que « [l]es données à caractère personnel doivent être [...] conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ; [...] ».

Cet alinéa sera par conséquent omis.

10.2. L'article 5, alinéa 2, de l'accord de coopération prévoit un délai de conservation de vingt ans à compter du décès des personnes concernées. Compte tenu de sa longueur, pareil délai doit être justifié. Dans son avis n° 40/2023, l'Autorité de protection des données a fait remarquer ce qui suit :

« 60. Interrogé sur le délai de conservation extrêmement long, tel que prévu à l'article 4, deuxième alinéa du projet d'AC ('vingt ans à compter de leur décès'), le demandeur précise : *'Celui-ci découle du délai de prescription visé à l'article 2262bis, § 1er, troisième alinéa du Code civil : 'Les actions se prescrivent en tout cas par vingt ans à partir du jour qui suit celui où s'est produit le fait qui a provoqué le dommage'.* »

61. L'Autorité ne voit pas en quoi 'vingt ans à compter de leur décès' correspond à l'article 2262bis du Code civil. La nécessité de ce délai de conservation extrêmement long en vue de la réalisation des finalités (opérationnelles) visées par le projet d'AC n'est pas démontrée. Cela s'applique d'autant plus pour les professionnels des soins (de santé) qui cessent leur activité ou partent à la retraite (prématurément). La réévaluation (réduction) de ce délai s'impose ».

Le dispositif proprement dit n'a toutefois pas été modifié à la suite de cette remarque de l'Autorité de protection des données mais le commentaire de l'article a quant à lui été complété pour préciser à cet égard que :

« Compte tenu du délai de vingt ans mentionné à l'article 2262bis, § 1^{er}, alinéa 3, du Code civil, il est opportun de préciser que les données des professionnels de soins de santé et des professionnels de soins seront conservées pendant vingt ans à compter du décès (comme recommandé dans l'avis 66.443/1/V du Conseil d'Etat du 29 août 2019) ».

Il convient toutefois d'observer que la justification de la longueur d'un délai de conservation de données doit s'apprécier pour chaque catégorie de données, en fonction de l'objet et de la finalité propres du traitement concerné. La circonstance que l'avis 66.443/1/V ¹⁷ n'ait, dans

¹⁷ Avis 66.443/1/V du 29 août 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 9 février 2020 'relatif à l'enregistrement des déclarations de volonté concernant le prélèvement de matériel corporel humain, y compris les organes, après le décès'.

la foulée de ce que l'Autorité de protection des données recommandait elle-même dans ce dossier, pas élevé d'objection à l'égard d'un délai de conservation de même durée ne suffit donc pas en elle-même à justifier le délai prévu par l'accord de coopération présentement à l'examen. En effet, l'objet et la finalité du traitement que concerne cet accord diffèrent de ceux qui présidaient au projet à l'examen dans l'avis précité.

Le délai retenu par l'article 5, alinéa 2, de l'accord de coopération doit donc recevoir une justification propre. À supposer même que le délai de conservation de vingt ans, précité, soit justifié sur la base du délai de prescription d'éventuelles actions en justice à l'encontre de personnes dispensant des soins de santé ou des soins, il n'en reste pas moins qu'il faut considérer que ce délai prend cours au moment où les personnes concernées cessent d'exercer cette profession, plutôt qu'au moment de leur décès. A défaut d'une justification sur ce point également, ce délai sera revu.

5. Quant aux catégories de personnes ayant accès aux données à caractère personnel traitées

11. S'agissant des catégories de personnes ayant accès aux données à caractère personnel traitées, l'Autorité de protection des données a fait observer ce qui suit dans son avis n° 40/2023, à propos de l'article 4, alinéa 3, de l'accord de coopération :

« 75. L'Autorité constate en outre que l'article 3, dernier alinéa du projet d'AC précise que les données d'identification et de contact (énumérées à l'article 3, premier alinéa, 1° du projet d'AC) sont (notamment) obtenues auprès du Registre national, dans la mesure où il en dispose.

76. L'Autorité rappelle toutefois que l'utilisation du numéro de Registre national et l'accès aux informations du Registre national sont strictement régis par les articles 5 et 8 de la loi du 8 août 1983 *organisant un registre national des personnes physique[s]* (ci-après 'la loi Registre national'). L'utilisation du numéro de Registre national et l'accès aux informations du Registre national ne sont pas permis sans autorisation préalable soit du Ministre de l'Intérieur, soit par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, étant entendu que seul(e)s les autorités, les organismes et les personnes énuméré(e)s à l'article 5, § 1^{er} de la loi Registre national peuvent en principe prétendre à une telle autorisation.

77. En prévoyant dans le projet d'AC un accès/une mise à disposition extrêmement large des données de CoBRHA+ (dont le numéro de Registre national et des informations obtenues auprès du Registre national), le régime d'autorisation précité peut être contourné, étant donné que cela rend possible un accès indirect à des informations du Registre national ainsi qu'une utilisation du numéro du Registre national pour des personnes et instances qui, sur la base de la loi Registre national, ne peuvent pas y prétendre. L'organisation d'un tel accès abusif et d'une telle utilisation abusive doit être évitée en toutes circonstances ».

Les auteurs de l'accord de coopération doivent par conséquent être en mesure d'apporter des garanties permettant d'éviter tout abus dans l'accès au numéro de Registre national et aux informations obtenues auprès du Registre national.

À cet égard, le commentaire de l'article 4 précise que :

« Toutes les données sont du type 'open data', à l'exception du NISS (numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale), du retrait de visa (profession

de soins de santé AR '78) et du lien de résidence principale (Registre national). Certaines données sont publiées sur le site internet des responsables de traitement ».

L'identification des catégories de données à caractère personnel de la banque de données CoBRHA+ qui sont accessibles au public figurera dans le dispositif lui-même.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

12. Dans les versions française et germanophone de l'article 2, alinéa 1^{er}, les références aux articles 3, 4 et 5 de l'accord de coopération seront corrigées comme suit :

« [...] dans laquelle sont traitées les catégories de données décrites à l'article 4 pour la durée prévue à l'article 5, dans le cadre des finalités de traitement définies à l'article 3 » ;

« [...] in der die in Artikel 4 beschriebenen Datenkategorien für die in Artikel 5 vorgesehene Dauer im Rahmen der in Artikel 3 festgelegten Verarbeitungszwecke verarbeitet werden ».

13. Compte tenu du point 26 de l'avis de la Vlaamse toezichtcommissie ¹⁸, le rôle de la plate-forme eHealth semble plus étendu que l'hébergement et l'intention est plutôt que cette plate-forme agisse comme intégrateur de services, ce qui pourrait également simplifier l'énumération exhaustive des responsables du traitement potentiels à l'article 6 de l'accord de coopération. Ce point devrait être exprimé plus clairement à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération. Le cas échéant, son article 6 pourrait dès lors être adapté.

Article 3

14. À l'article 3, 2°, le mot « précitée » sera omis et la loi du 21 août 2008 'relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions' sera mentionnée par son intitulé complet.

¹⁸ Avis n° 2022/116 du 13 décembre 2022.

15. Sans préjudice des observations 7.1 à 7.3, dans le texte de l'article 3, 4°, la phrase subordonnée « que ce soit directement ou indirectement » semble être destinée à préciser le segment de phrase « pour des finalités non commerciales », mais d'un point de vue grammatical, il s'agit d'une subordonnée adverbiale de l'expression verbale « mettre à la disposition », ce qui rend la lecture de cette disposition malaisée¹⁹. Par conséquent, il vaudrait mieux rédiger le point 4° comme suit :

« le cas échéant, mettre des données à la disposition des usagers de soins et des acteurs de soins, en vue du soutien pour *des finalités qui ne sont pas directement ou indirectement de nature commerciale* ».

16. À l'article 3, 5°, le « Règlement général sur la protection des données » sera mentionné par son intitulé complet, à savoir « Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ».

Article 4

17. À l'article 4, alinéa 3, de l'accord de coopération, le mot « précitée » sera à chaque fois omis et la loi du 8 août 1983 'organisant un Registre national des personnes physiques' sera mentionnée par son intitulé complet, de même que la loi du 15 janvier 1990 'relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale'.

Article 9

18. L'article 9 de l'accord de coopération prévoit la possibilité pour toutes les parties de mettre fin conjointement à l'accord de coopération par un accord écrit. On notera cependant à cet égard qu'un tel accord ne peut être donné par ces parties qu'après assentiment par les parlements respectifs²⁰.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET DE TEXTE D'ASSENTIMENT

Article 3

19. L'article 3 de l'avant-projet comporte une disposition d'entrée en vigueur. Pareille disposition dans un texte d'assentiment n'a guère de sens et peut même être source d'insécurité

¹⁹ Si « indirectement » portait sur les mots « mettre à la disposition », cette interprétation se heurterait à l'article 22 de la Constitution, dès lors que des données seraient alors traitées par des personnes qui ne sont pas définies dans l'accord de coopération.

²⁰ Voir avis 59.829/AG du 8 septembre 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 'dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance'.

juridique dès lors que l'accord de coopération ne peut pas entrer en vigueur avant le jour de la publication de l'acte d'assentiment publié en dernier lieu.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond²¹, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

2. Het voor advies voorgelegde voorontwerp van wet strekt tot instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie ‘betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot CoBRHA+’. Het acroniem CoBHRA+ staat voor “Common Base Register For Healthcare Actor” en betreft een gemeenschappelijke gegevensbank die volgens de memorie van toelichting bij het voorontwerp van wet antwoordt biedt op drie vragen met betrekking tot actoren in de zorg, “met name wie de actoren zijn, welke hun activiteiten zijn, en welke hun rol en verantwoordelijkheden zijn, onder meer tegenover de andere actoren”.

Artikel 1 van het samenwerkingsakkoord bevat de definities. Artikel 2 bepaalt dat het eHealth-platform instaat voor de hosting van de gegevensbank. De verwerkingsdoeleinden worden bepaald in artikel 3, de categorieën van de te verwerken gegevens in artikel 4 en de maximale verwerkingsduur in artikel 5. In artikel 6 worden de verwerkingsverantwoordelijken aangewezen. Artikel 7 regelt de geschillenbeslechting door middel van een samenwerkingsgerecht. Artikel 8 maakt de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid bevoegd voor het toezicht op de uitvoering en naleving van het samenwerkingsakkoord. Artikel 9 regelt de beëindiging van het samenwerkingsakkoord door alle partijen gezamenlijk.

BEVOEGDHEID

3. De Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie kunnen voor het sluiten van dit samenwerkingsakkoord in hoofdzaak steunen op hun bevoegdheid of de door hen uitgeoefende bevoegdheid²² inzake gezondheidsbeleid²³ en bijstand aan personen²⁴.

²¹ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

²² In uitvoering van artikel 138 van de Grondwet, bij het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014, het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 en het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 ‘relatif aux compétences de la Communauté française dont l’exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française’.

²³ Artikel 5, § 1, eerste lid, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

²⁴ Artikel 5, § 1, eerste lid, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

De federale overheid van haar kant is eveneens bevoegd voor het sluiten van dit samenwerkingsakkoord, onder meer op grond van haar residuaire bevoegdheid inzake volksgezondheid, haar voorbehouden bevoegdheid inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering²⁵ en haar bevoegdheid inzake wetenschappelijk onderzoek²⁶.

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

ALGEMENE OPMERKINGEN

Verenigbaarheid met de hogere rechtsnormen inzake bescherming van persoonsgegevens

4. Het voor advies voorgelegde samenwerkingsakkoord handelt over de verwerking van persoonsgegevens die een inmenging vormt in het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokkenen, dat inzonderheid gewaarborgd wordt bij artikel 22 van de Grondwet en bij artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Om in het licht van de voornoemde bepalingen aanvaardbaar te zijn, moet de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven geformuleerd worden in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen die het mogelijk maken de gevallen te voorzien waarin de wetgever een dergelijke inmenging toestaat. Elke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven dient daarenboven op een redelijke verantwoording te berusten en evenredig te zijn met de doelstellingen die nagestreefd worden door de wetgever.²⁷

5. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, en ter zake voorziet in het formeel wettelijkheidsbeginsel, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering aangenomen zijn. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig omschreven is en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen vooraf door de wetgever vastgesteld zijn. Bijgevolg moeten de “essentiële elementen” van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf vastgelegd worden. In dat verband zijn het Grondwettelijk Hof en de afdeling Wetgeving van oordeel dat, ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel “essentiële elementen” uitmaken: 1°) de categorieën van

²⁵ Artikel 5, § 1, I, tweede lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980

²⁶ Artikel 6bis, §§ 2 en 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

²⁷ Adv.RvS 63.192/2 van 19 april 2018 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3126/001, 402-456; adv.RvS 63.202/2 van 26 april 2018 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 5 september 2018 ‘tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3185/001, 120-145.

verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.²⁸

6. Net zoals de Gegevensbeschermingsautoriteit heeft ook de afdeling Wetgeving meermaals benadrukt dat het “CoBRHA”-register een passend wettelijk kader moet krijgen om te voldoen aan het legaliteitsbeginsel dat uit artikel 22 van de Grondwet²⁹ voortvloeit.

Hoewel zulks net de bedoeling is van voorliggende samenwerkingsakkoord, geeft dat akkoord in het licht van het legaliteitsbeginsel niettemin nog aanleiding tot enige kritiek, die hierna uiteengezet wordt.

1. Wat de nagestreefde doeleinden betreft

7.1. In haar advies nr. 40/2023 van 9 februari 2023 heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit met betrekking tot het doeleinde vervat in artikel 3, 2°, van het samenwerkingsakkoord het volgende opgemerkt:

“26. Wat het ondersteunen van de basisdiensten van het eHealth-platform betreft, neemt de Autoriteit akte van de verstrekte toelichting. De Autoriteit is van oordeel dat de link met de nood aan identificatie in het kader van de basisdiensten in kwestie dan ook best uitdrukkelijk in het ontwerp van SWA wordt gelegd en verduidelijkt.”

Het dispositief is evenwel niet verduidelijkt in die zin.

7.2. Zoals het thans geformuleerd is, is het doeleinde waarvan sprake is in artikel 3, 4°, van het samenwerkingsakkoord in zeer ruime bewoordingen gesteld en lijkt het niet duidelijk genoeg. De vraag rijst wat bedoeld wordt met “het (...) ter beschikking stellen van de gegevens aan zorggebruikers en actoren in de zorg ter ondersteuning voor niet-commerciële doeleinden, noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks”. Ook in de toelichting bij dit artikel wordt in dat verband 7 een enkele precisering gegeven.

7.3. Beide doeleinden dienen derhalve verduidelijkt te worden.

²⁸ Adv.RvS 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, opmerking 101 (Parl.St. Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 119); GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2; GwH 16 februari 2023, nr. 26/2023, B.74.1; GwH 17 mei 2023, nr. 75/2023, B.55.2.1.

²⁹ Zie adv.RvS 72.963/2-3 van 17 maart 2023 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 11 juli 2023 ‘houdende diverse bepalingen inzake gezondheid’, Parl.St. Kamer 2022-23, nr. 55-3346/001, 375-455, en adv.RvS 70.421/2 van 29 november 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 16 januari 2022 ‘betreffende de registratie en spreiding van voor het publiek opengestelde apotheken en tot opheffing van de koninklijke besluiten van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken en van 21 september 2004 betreffende de overbrenging van een voor het publiek opengestelde apotheek naar een gebouw van een luchthaven’.

2. Wat de categorieën van verwerkte persoonsgegevens betreft

8.1. In artikel 4, eerste lid, 1°, van het samenwerkingsakkoord wordt een enuntiatieve (en niet limitatieve) opsomming gegeven van de identificatie- en contactgegevens van gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars, zoals blijkt uit de vermelding “met inbegrip van”.

Op een vraag in dat verband hebben de gemachtigden het volgende geantwoord:

“Le RGPD exige seulement que soient précisées les catégories de données traitées. Toute donnée supplémentaire est toujours définie par les administrations et institutions ou agences fédérées qui sont responsables de la source authentique de ces données et avec lesquelles CoBRHA se synchronise. Les données doivent être conformes à la mission et aux objectifs propres à ces organisations, où il est important que ces données deviennent également disponibles dans CoBRHA à la demande des organisations mentionnées et pour soutenir les services de base de la plateforme eHealth ou pour faciliter les échanges. Par exemple, dans le cadre du registre des pratiques (projet commun RIZIV-VVVL), l’adresse de correspondance (si différente de l’adresse connue au RN) et l’adresse d’exercice si employé dans un hôpital sont également demandées. Cela peut être inclus dans CoBRHA à la demande de l’organisation.”

In het licht van de beginselen inzake doelbinding en minimale gegevensverwerking³⁰, spreekt het evenwel vanzelf dat uit de enuntiatieve opsomming van gegevens niet afgeleid mag worden dat de verwerking mogelijk zou zijn van andere identificatiegegevens, waarvoor geen gegronde redenen zouden bestaan in het licht van de nagestreefde doeleinden.³¹ Het is dan ook raadzaam om de categorie van “identificatie- en contactgegevens” strikter te omschrijven, zodat geen enuntiatieve opsomming nodig is, of om in het voorliggende samenwerkingsakkoord een limitatieve opsomming te geven van de identificatiegegevens van de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars die verwerkt mogen worden of om het aan een uitvoerend samenwerkingsakkoord over te laten die gegevens nader te bepalen.

Hoe dan ook dienen de stellers van het samenwerkingsakkoord zich ervan te vergewissen dat de verwerking van alle identificatiegegevens vermeld in artikel 4, eerste lid, 1°, verantwoord is.³²

8.2. Met betrekking tot de categorieën van gegevens bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2°, van het samenwerkingsakkoord heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit het volgende opgemerkt in haar advies nr. 40/2023:

³⁰ Artikel 5, lid 1, b) en c), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

³¹ Zoals de Gegevensbeschermingsautoriteit in haar advies nr. 40/2023 benadrukt heeft, is de verwerking van gegevens zoals “de nationaliteit” en “de geboorteplaats of [het geboorte]land” niet noodzakelijk in het licht van de nagestreefde doeleinden (punt 41 van het advies). Om die reden hebben de stellers van het samenwerkingsakkoord die gegevens weggelaten uit het dispositief.

³² De Vlaamse toezichtcommissie heeft in haar advies nr. 2022/116 van 13 december 2022 de vraag gesteld of de verwerking van gegevens met betrekking tot het geslacht van de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars noodzakelijk is.

“42. Wat de (categorieën van) persoonsgegevens betreft opgelijst in artikel 3, eerste lid, 2° van het ontwerp van SWA, bevroeg de Autoriteit de aanvrager omtrent de (relevante) ‘hoedanigheden’, ‘relaties’ en ‘kenmerken’, bij gebreke aan definiëring en afbakening ervan in ontwerp van SWA. De aanvrager duidde als volgt: *‘De ‘relevante hoedanigheden, relaties en kenmerken’ zijn de hoedanigheden, relaties en kenmerken die relevant zijn voor het bereiken van de doelstellingen van de CoBRHA+ gegevensbank. Gezien deze moeten kunnen evolueren doorheen de tijd, is het niet wenselijk deze in detail in een formele wet op te sommen. Deze worden gepreciseerd in een gegevensmodel en in beraadslagingen van het Informatieveiligheidscomité, die beide publiek zijn. Voorbeelden worden gegeven in de algemene toelichting. Wat daarin in de huidige stand in detail wordt verstaan, kan u terugvinden in het datamodel bijgevoegd als bijlage.’*

43. Wat het ‘gegevensmodel’ of ‘datamodel’ betreft, waar voormelde duiding naar verwijst, merkte de Autoriteit reeds op (zie randnr. 12 van onderhavig advies): *‘een Engelstalig verslag van het eHealth-platform houdende een ‘General data model’ waarin een aantal concepten worden toegelicht: vooreerst is niet altijd duidelijk welk Engelstalig concept overeenstemt met welk Nederlandstalig concept uit het ontwerp van SWA; het bevat voorts vaak woorden als ‘etc.’, ‘should still/also be defined’, ‘not exhaustive’, ... en dat (volgens de informatie op p. 1 van het document) al een 10-tal opeenvolgende versies/drafts heeft gekend en dus eerder een technisch werkinstrument lijkt te betreffen dat continu evolueert. Het kan alleszins geenszins worden beschouwd als een onderdeel van de ‘wettelijke omkadering’ van de CoBRHA+ gegevensbank.’*

44. Wat de beraadslagingen van het Informatieveiligheidscomité betreft, waar voormelde duiding eveneens naar verwijst, herinnert de Autoriteit de aanvrager aan het arrest nr. 110/2022 van het Grondwettelijk³³ waarin de machtigingsbevoegdheid van het Informatieveiligheidscomité ongrondwettig werd verklaard onder verwijzing naar het in artikel 22 Grondwet vervat legaliteitsbeginsel (zie ook randnrs. 7 en 8 van onderhavig advies).

45. In de artikelsgewijze toelichting bij artikel 3 het ontwerp van SWA wordt vermeld dat deze gegevens komen *‘uit diverse gegevensbanken die door de verwerkingsverantwoordelijken zelf worden beheerd, onder meer:*

- *het bestand van de gezondheidszorgbeoefenaars met het oog op de terugbetaling door de ziekteverzekering (RIZIV);*
- *het kadaster van de gezondheidszorgberoepen zoals bepaald in de wet van 29 januari 2003 houdende oprichting van de federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen (FOD Volksgezondheid);*

³³ Voetnoot 23 van het geciteerde advies: Grondwettelijk Hof, arrest nr. 110/2022 van 22 september 2022 (inzonderheid punten B.35 tot B.40) waarvan de standpunten terzake in het persbericht van het Grondwettelijk Hof als volgt worden samengevat:

“Het Hof herinnert eraan dat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven. Een machtiging aan een andere macht is evenwel aanvaardbaar, op voorwaarde dat die voldoende nauwkeurig is omschreven en de wetgever zelf de essentiële elementen heeft vastgesteld.

Het Hof merkt op dat het Informatieveiligheidscomité een orgaan is dat onafhankelijk is van de Gegevensbeschermingsautoriteit en is opgericht bij een wet van 5 september 2018. Het Hof stelt vast dat de beslissingen van het Informatieveiligheidscomité bindend zijn, het voorwerp uitmaken van een geringe controle door de Gegevensbeschermingsautoriteit en van een jurisdictionele controle, maar dat zij niet zijn onderworpen aan een parlementaire controle. Aan de betrokken personen wordt dus de waarborg van een controle door het parlement ontzegd, zonder dat Europees recht dit oplegt. De bekritiseerde machtiging heeft overigens betrekking op essentiële elementen, nu de wetgevers de ontvangers van de mededeling van de betrokken gegevens niet hebben geïdentificeerd. Het (...) Hof besluit hieruit dat de bekritiseerde machtiging ongrondwettig is.”

- gegevens met betrekking tot de erkenning van de verschillende openbare instellingen (ziekenhuizen, rusthuizen, thuisverzorging, ...) die door de gefedereerde entiteiten worden meegedeeld;

- gegevens met betrekking tot de registratie van de apotheken en apothekers-titularissen (FAGG).'

46. Aangezien de algemene toelichting bij het ontwerp van SWA hier maar een zeer partieel beeld geeft van de bronbestanden van waaruit de in CoBRHA+ te registreren gegevens afkomstig zijn, zonder daarbij te preciseren om welke gegevens het juist gaat (de aanvrager bevestigt immers dat het maar om een extractie/een gedeelte van de bronbestanden gaat en geenszins over een volledige kopie) vroeg de Autoriteit de aanvrager om een bevattelijk overzicht van:

- alle concrete (categorieën van) persoonsgegevens met opgave van
- de diverse/respectieve registers/bronnen/bestanden van waaruit deze gegevens worden geëxtraheerd,
- gehouden door welke onderscheiden/respectieve verwerkingsverantwoordelijke in navolging van welke regelgevende bepalingen.

47. Het antwoord van de aanvrager luidde: *'Het is onmogelijk om dit exhaustief te beschrijven.'* De Autoriteit maakt zich hier weliswaar de bedenking dat een exhaustieve beschrijving van de gegevensbronnen en de ophijsting van daaruit te extraheren (persoons)gegevens die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de met de oprichting van CoBRHA+ beoogde doeleinden, toch een onontbeerlijke eerste stap is met het oog op de effectieve voeding en realisatie van deze geconsolideerde gegevensbank. Daarenboven draagt deze informatie ontegensprekelijk bij en is ze zelfs onontbeerlijk voor het transparant en voorzienbaar karakter van de met de CoBRHA+ gegevensbank gepaard gaande gegevensverwerkingen.³⁴

48. Gelet op het voorgaande blijft het voor de Autoriteit totaal onduidelijk welke concrete (categorieën van) persoonsgegevens (andere dan louter identificatie- en contactgegevens) in de CoBRHA+ gegevensbank zullen worden geregistreerd en bewaard. Het ontwerp van SWA schiet ook (...) voor dit essentieel verwerkingselement te kort op het vlak van legaliteit en voorzienbaarheid (zie randnr. 7 en 8 van onderhavig advies)."

In de toelichting bij dit artikel wordt dezelfde – niet exhaustieve – opsomming gegeven van de gegevensbanken waaruit de relevante "hoedanigheden", "relaties" en "kenmerken" geëxtraheerd worden en wordt in dat verband de volgende uitleg gegeven:

"Het is onmogelijk exhaustieve opsommingen van deze categorieën van persoonsgegevens (met opgave van de authentieke bron van waaruit deze worden geëxtraheerd) te definiëren. Het is de bedoeling dat de CoBRHA+ gegevensbank longitudinaal kan worden gebruikt voor het beheren van relevante categorieën van gegevens over de actoren in de zorg. De zorgmodellen evolueren permanent in functie van de maatschappelijke noden en de wetenschappelijke inzichten. Daarom wordt er bewust gekozen voor de aangeduide categorieën en niet voor de (exhaustieve) opsommingen die al snel achterhaald riskeren te worden.

Een hoedanigheid is een businessconcept dat gebruikt wordt om een bevoegdheid

³⁴ Voetnoot 24 van het geciteerde advies: Zie ook advies nr. 94/2022 van 13 mei 2022 sur le projet d'arrêté du gouvernement wallon portant exécution du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi (randnr. 56 e.v.) en advies nr. 108/2022 van 3 juni 2022 sur l'avant-projet de décret modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des allocations familiales (randnr. 16).

verbonden aan een doelgroep te definiëren. Bijvoorbeeld: een apotheek en een rusthuis worden beide geïdentificeerd op basis van een RIZIV-nummer, maar hebben niet dezelfde toegangen op het gebied van de toepassingen. De hoedanigheid bepaalt de toegangsmogelijkheden.

Een relatie in CoBRHA+ omvat daarnaast de volgende informatie:

- de benaming van de relatie;
- de bedoelde entiteiten;
- de betekenis van deze relatie; i.e. de rollen van de verschillende entiteiten op basis van deze relatie;

(bijvoorbeeld zoals hoger vermeld het deel uitmaken van een groepspraktijk waartoe ook de GMD-houder van een patiënt behoort).

Ten slotte betreft een kenmerk een generieke term die alle attributen van een persoon of instelling in CoBRHA aanduidt, op basis waarvan een toegangsregel kan worden vastgesteld (bijvoorbeeld: datum van erkenning van een rusthuis, specialisatie van een arts, ...)."

Er valt evenwel op te merken dat het op basis van de definities van de begrippen "hoedanigheden", "relaties" en "kenmerken" in de toelichting bij dit artikel niet mogelijk is om een voldoende duidelijk beeld te krijgen van de bedoelde categorieën. In het bijzonder het begrip "relaties" is erg vaag. Het dispositief of op zijn minst de toelichting bij het artikel moet bijgevolg aldus aangevuld worden dat de categorieën van persoonsgegevens waarvan sprake is in artikel 4, eerste lid, 2°, van het samenwerkingsakkoord nauwkeuriger bepaald worden.

Hoewel begrip opgebracht kan worden voor de bedoeling om rekening te houden met de evolutie van de maatschappelijke noden en de wetenschappelijke inzichten, moeten de stellers van het samenwerkingsakkoord daarenboven, zoals de Gegevensbeschermingsautoriteit benadrukt heeft, desondanks op zijn minst in de toelichting bij dit artikel nauwkeurig kunnen aangeven uit welke thans bestaande gegevensbanken de persoonsgegevens in kwestie geëxtraheerd worden teneinde de gegevensbank CoBRHA+ te voeden, alsook, voor elk van die gegevensbanken, welke categorieën van persoonsgegevens geëxtraheerd worden.

3. Wat betreft de categorieën van personen waarop de verwerking van persoonsgegevens betrekking heeft

9. In verband met de beoogde categorieën van personen worden in artikel 1 van het samenwerkingsakkoord de begrippen "actoren in de zorg", "gezondheidszorgbeoefenaar", "zorgbeoefenaar", "zorggebruiker" en "organisatie in de gezondheid of de zorg" gedefinieerd.

Zoals de Gegevensbeschermingsautoriteit onderstreept heeft in haar advies nr. 40/2023³⁵, is het raadzaam om de notie “zorg”³⁶ nader te omschrijven, op zijn minst in de memorie van toelichting. Door de vermelding van mantelzorgers in de definitie van “zorgbeoefenaar” valt immers ook de zorg verstrekt door particuliere, niet-professionele personen onder het toepassingsgebied van het samenwerkingsakkoord, dat daardoor potentieel een ruim toepassingsgebied krijgt.

Voorts wordt in artikel 1, 4° en 5°, van het samenwerkingsakkoord verwezen naar “de diensten of de zorg, bedoeld in 2° en 3°”, maar in die twee punten wordt geen gewag gemaakt van diensten of van zorg, maar enkel van gezondheidszorgbeoefenaars en zorgbeoefenaars. Men schrijve dan ook veeleer “door de personen bedoeld in 2° en 3° gezondheidszorg of zorg wordt verstrekt”.

4. Wat betreft de bewaringstermijn

10.1. In verband met de maximale duur van de verwerking is artikel 5, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord, zoals de Gegevensbeschermingsautoriteit terecht opgemerkt heeft in haar advies nr. 40/2023, in werkelijkheid slechts een parafrasering van artikel 5, lid 1, e), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, dat bepaalt dat “[p]ersoonsgegevens moeten (...) worden bewaard in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen niet langer te identificeren dan voor de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens worden verwerkt noodzakelijk is; (...)”.

Bijgevolg moet dat lid weggelaten worden.

10.2. Bij artikel 5, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord wordt voorzien in een bewaringstermijn van twintig jaar vanaf het overlijden van de betrokken personen. Gelet op de lange duur moet een dergelijke termijn verantwoord worden. In advies nr. 40/2023 heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit het volgende opgemerkt:

“60. Na bevraging omtrent de uitermate lange bewaartermijn, zoals voorzien in artikel 4, tweede lid, van het ontwerp van SWA (*‘twintig jaar na het overlijden’*), stelt de aanvrager: *‘Dit volgt uit de verjaringstermijn bedoeld in artikel 2262bis, §1, derde lid, van het Burgerlijke Wetboek: ‘de rechtsvorderingen verjaren in ieder geval door verloop van twintig jaar vanaf de dag volgend op die waarop het feit waardoor de schade is veroorzaakt, zich heeft voorgedaan’.*’

61. De Autoriteit ziet niet hoe *‘twintig jaar na het overlijden’* rijmt met voormeld artikel 2262bis Burgerlijk Wetboek. De noodzakelijkheid van deze uitermate lange bewaartermijn ter verwezenlijking van de met het ontwerp van SWA beoogde (operationele) doeleinden (...) wordt [niet] aangetoond. Zulks geldt eens te meer voor

³⁵ Zie de punten 11, 29 en 38 van het advies

³⁶ Dat is ruimer dan het begrip “gezondheidszorg”, in lijn met de bedoeling van de stellers van het samenwerkingsakkoord.

(gezondheids)zorgbeoefenaars die hun activiteit (vroegtijdig) stopzetten of op pensioen zijn. Het herevaluer[en] (reducer[en]) van deze termijn dringt zich op.”

Het dispositief op zich is echter niet gewijzigd ingevolge die opmerking van de Gegevensbeschermingsautoriteit maar de toelichting bij het artikel is in dat verband wel aangevuld:

“Rekening houdend met de termijn van twintig jaar vermeld in artikel 2262*bis*, § 1, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, is het raadzaam om te bepalen dat de gegevens van de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars twintig jaar na het overlijden worden bijgehouden (zoals aanbevolen in advies 66.443/1/V van de Raad van State van 29 augustus 2019).”

Er dient evenwel opgemerkt te worden dat de verantwoording van de duur van een bewaringstermijn voor gegevens beoordeeld moet worden voor elke categorie van gegevens afzonderlijk, naargelang van het specifieke voorwerp en het specifieke doeleinde van de verwerking in kwestie. De omstandigheid dat in advies 66.443/1/V³⁷, in aansluiting op de aanbevelingen van de Gegevensbeschermingsautoriteit zelf met betrekking tot dat dossier, geen bezwaar gemaakt is aangaande een bewaringstermijn van dezelfde duur, volstaat dus op zich niet om de in het thans voorliggende samenwerkingsakkoord beoogde termijn te rechtvaardigen. Het voorwerp en het doeleinde van de verwerking waarvan in dat akkoord gewag gemaakt wordt, verschillen van die welke aan de basis lagen van het ontwerp dat in het voornoemde advies onderzocht werd

De in artikel 5, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord vooropgestelde termijn moet dus apart verantwoord worden. Zelfs al zou de voormelde bewaartermijn van twintig jaar worden verantwoord aan de hand van de verjaringstermijn van mogelijke rechtsvorderingen tegen personen die gezondheidszorg of zorg verstrekken, dan nog lijkt voor het aanvangspunt van die termijn te moeten worden uitgegaan van het ogenblik waarop de betrokkenen dat beroep niet langer uitoefenen, veeleer dan van hun overlijden. Indien op dat punt een verantwoording eveneens uitblijft, moet de termijn herzien worden.

5. Wat betreft de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte persoonsgegevens

11. In verband met de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte persoonsgegevens, heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit aangaande artikel 4, derde lid, van het samenwerkingsakkoord in haar advies nr. 40/2023 het volgende opgemerkt:

“75. De Autoriteit stelt voorts vast dat artikel 3, laatste lid, van het ontwerp van SWA preciseert dat de identificatie- en contactgegevens (opgelijst in artikel 3, eerste lid, 1° van het ontwerp van SWA), voor zover ze daar beschikbaar zijn, betrokken worden bij (o.m.) het Rijksregister.

³⁷ Adv.RvS 66.443/1/V van 29 augustus 2019 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 9 februari 2020 ‘betreffende de registratie van wilsverklaringen over de wegneming van menselijk lichaamsmateriaal, met inbegrip van organen, na overlijden’.

76. De Autoriteit herinnert er evenwel aan dat het gebruik van het Rijksregisternummer en de toegang tot informatiegegevens uit het Rijksregister strikt geregeld worden door artikelen 5 en 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen (hierna ‘de Rijksregisterwet’). Het gebruik van het Rijksregisternummer en toegang tot informatiegegevens van het Rijksregister zijn niet toegelaten zonder voorafgaandelijke machtiging, hetzij door de minister van Binnenlandse Zaken, hetzij door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie, waarbij in principe enkel de overheden, instellingen en personen opgelijst in artikel 5, §1, van de Rijksregisterwet in aanmerking komen voor dergelijke machtiging.

77. Door in het ontwerp van SWA te voorzien in een uitermate ruimte toegang tot/ter beschikking stelling van CoBRHA+ gegevens (waaronder het Rijksregisternummer en informatiegegevens betrokken uit het Rijksregister) wordt mogelijks voormelde machtigingsregeling omzeild daar op die manier een onrechtstreeks toegang tot informatiegegevens uit het Rijksregister en gebruik van het Rijksregisternummer kan worden mogelijk gemaakt voor personen en instanties die daar, op basis van Rijksregisterwet, niet voor in aanmerking komen. De organisatie van dergelijke oneigenlijke toegang en oneigenlijk gebruik moet te allen tijde worden vermeden.”

De stellers van het samenwerkingsakkoord moeten bijgevolg waarborgen kunnen bieden teneinde iedere ongeoorloofde toegang tot het rijksregisternummer of tot informatie verkregen bij het Rijksregister te voorkomen.

In dat verband staat in de toelichting bij artikel 4 het volgende:

“Alle gegevens behoren tot het type ‘open data’, behalve het INSZ (identificatienummer, bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid), de intrekking van visa (gezondheidszorgberoepen KB’78) en de hoofdverblijfplaats (Rijksregister). Bepaalde gegevens worden gepubliceerd op de website van de verwerkingsverantwoordelijken.”

De categorieën van de voor het publiek toegankelijke persoonsgegevens van de gegevensbank CoBRHA+ moeten vermeld worden in het dispositief zelf.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

12. In de Franse en in de Duitse tekst van artikel 2, eerste lid, moet de verwijzing naar de artikelen 3, 4 en 5 van het samenwerkingsakkoord gecorrigeerd worden als volgt:

“[...] dans laquelle sont traitées les catégories de données décrites à l’article 4 pour la durée prévue à l’article 5, dans le cadre des finalités de traitement définies à l’article 3”;

“[...] in der die in Artikel 4 beschriebenen Datenkategorien für die in Artikel 5 vorgesehene Dauer im Rahmen der in Artikel 3 festgelegten Verarbeitungszwecke verarbeitet werden.”

13. Gelet op punt 26 van het advies van de Vlaamse toezichtcommissie³⁸ lijkt de rol van het eHealth-platform ruimer te zijn dan hosting en is het veeleer de bedoeling dat het eHealth-platform gaat optreden als dienstenintegrator, wat ook de uitgebreide opsomming van potentiële verwerkingsverantwoordelijken in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord zou kunnen vereenvoudigen. Dat moet beter tot uiting worden gebracht in artikel 2, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord. Desgevallend kan dan ook artikel 6 ervan worden aangepast.

Artikel 3

14. In artikel 3, 2°, moet het woord “vermelde” weggelaten worden en vervangen worden door het lidwoord “de” en moet het volledige opschrift vermeld worden van de wet van 21 augustus 2008 ‘houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen’.

15. Onverminderd de opmerkingen 7.1 tot 7.3, lijkt in de tekst van artikel 3, 4°, de bijzin “, noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks” bedoeld om de zinsnede “niet-commerciële doeleinden” nader toe te lichten, maar vanuit grammaticaal perspectief gaat het om een bijwoordelijke bijzin bij het werkwoord “ter beschikking stellen”, waardoor de bepaling moeilijk leesbaar wordt.³⁹ Bijgevolg wordt punt 4° beter als volgt geredigeerd:

“het in voorkomend geval ter beschikking stellen van de gegevens aan zorggebruikers en actoren in de zorg ter ondersteuning van doeleinden *die rechtstreeks noch onrechtstreeks commercieel van aard zijn*”.

16. In artikel 3, 5°, moet het volledige opschrift van de “Algemene Verordening Gegevensbescherming” vermeld worden, te weten “Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)”.

Artikel 4

17. In artikel 4, derde lid, van het samenwerkingsakkoord, moet telkens het woord “vermelde” weggelaten worden en vervangen worden door het lidwoord “de” en moet het volledige opschrift vermeld worden van respectievelijk de wet van 8 augustus 1983 ‘tot regeling van een

³⁸ Advies nr. 2022/116 van 13 december 2022.

³⁹ Indien “onrechtstreeks” zou terugslaan op de term “ter beschikking stellen”, zou dat op gespannen voet staan met artikel 22 van de Grondwet, doordat dan gegevens zouden worden verwerkt door personen die niet in het samenwerkingsakkoord zijn omschreven.

Rijksregister van de natuurlijke personen' en de wet van 15 januari 1990 'houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid'.

Artikel 9

18. In artikel 9 van het samenwerkingsakkoord wordt voorzien in de mogelijkheid voor alle partijen om gezamenlijk bij een schriftelijk akkoord een einde te stellen aan het samenwerkingsakkoord. Daarbij moet wel worden aangestipt dat een dergelijk akkoord door die partijen slechts kan worden verleend na instemming door de respectievelijke parlementen.⁴⁰

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSTEKST

Artikel 3

19. Artikel 3 van het voorontwerp bevat een inwerkingtredingsbepaling. Een dergelijke bepaling in een instemmingstekst is zinloos en kan zelfs aanleiding geven tot rechtsonzekerheid aangezien het samenwerkingsakkoord niet vroeger in werking kan treden dan op de dag van bekendmaking van de laatst bekendgemaakte instemmingstekst.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Martine BAGUET

⁴⁰ Zie adv.RvS 59.829/AG van 8 september 2016 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 'dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance'.